

Les entreprises et la société civile coopèrent au profit de la nutrition : Réseaux du Mouvement SUN en Zambie



Entretien avec **Mathews Mhuru**, coordinateur national de l'Alliance SUN des organisations de la société civile (OSC) de Zambie, et avec **Mukela Mufalali**, coordinateur du réseau d'entreprises SUN (SUN Business Network – SBN) de Zambie, sur la coopération entre leurs réseaux. L'OSC SUN a été créée en 2012 et compte actuellement 42 membres. Le SBN a été lancé en 2014 et le nombre de membres est passé à 91 entreprises, dont plus de 30 entreprises locales impliquées dans la production, la transformation et la distribution de denrées alimentaires.

1. Qu'est-ce qui a incité vos réseaux du Mouvement SUN à commencer à travailler ensemble ?

Mathews Mhuru : Ce n'était pas un problème spécifique, mais plutôt le fruit de la volonté du réseau SUN de parler d'une même voix au niveau national. Cela peut s'avérer très utile lorsqu'il existe des objectifs communs, par exemple travailler avec le secteur privé sur la conformité au Code [international de l'OMS] sur la commercialisation des substituts du lait maternel et faire pression pour créer un environnement permettant de produire des aliments plus nutritifs et de cesser de produire des aliments malsains qui sont faussement commercialisés comme étant nutritifs. Travailler avec le SBN dans le même espace contribue à bâtir une relation avec le secteur privé – nous ne voulons pas faire comme les organisations qui parlent toujours en mal du secteur des affaires.

2. Qu'essayez-vous de réaliser en adoptant cette approche coopérative ?

Mathews Mhuru : Travailler ensemble signifie adopter une approche plus structurée lorsque nous contribuons à la même stratégie ; par exemple, avec la campagne pour une alimentation saine développée par le SBN en collaboration avec le gouvernement et la société civile. De notre côté, nous travaillons avec les consommateurs pour créer une demande d'aliments divers et nutritifs. Nous nous concentrons sur les messages de changement de comportement intégrés dans la campagne elle-même. Il ne s'agit donc pas seulement d'examiner les aliments transformés, mais de parler de l'accès à une alimentation plus diversifiée pour remettre en question le système alimentaire actuel de la Zambie, dominé par le maïs. La campagne pour une alimentation saine est également soutenue par les nouvelles lignes directrices en matière d'alimentation – les deux réseaux ont contribué à leur élaboration, notamment en faisant pression pour que les fruits et légumes disponibles localement soient inclus.

Mukela Mufalali : Le secteur privé est un acteur important dans le domaine de l'alimentation : en opérant au niveau interentreprises, le SBN vise à aider le secteur privé à améliorer la nutrition des consommateurs zambiens. Nous nous efforçons de sensibiliser les entreprises à la nutrition et de faciliter une plateforme de dialogue rassemblant le gouvernement, les agences des Nations Unies, les ONG et, bien sûr, la société civile. Les entreprises alimentaires peuvent également jouer un rôle dans la lutte contre le double fardeau de la malnutrition, d'où la nécessité de les impliquer pleinement dans les efforts visant à réduire la consommation de sucre, de sel et de graisses trans et à promouvoir des régimes alimentaires sains et abordables. C'est pourquoi le SBN travaille sur le logo « Zambia Good Food » (bonne nourriture de Zambie) (développé parallèlement à la campagne « Healthy Diets » – régimes sains) ; les produits devront être testés pour répondre aux critères du logo.

3. Avez-vous identifié des synergies évidentes en travaillant ensemble sur la nutrition ?

Les deux : Les deux réseaux ont travaillé d'arrache-pied pour identifier les synergies et les possibilités de collaboration, ce qui a finalement favorisé la convergence des réseaux. La force de plaidoyer de l'OSC-SUN, ainsi que les liens d'affaires créés par le SBN, aident à naviguer à travers les processus bureaucratiques et à les accélérer. Lorsque le gouvernement traînait les pieds pour mettre en œuvre le logo « Zambia Good Food », l'OSC-SUN a pu soutenir le SBN et faire pression pour que le projet se concrétise.

La collaboration sur le projet de loi sur la sécurité alimentaire est un autre exemple : l'OSC-SUN a établi des relations solides avec les parlementaires et a été en mesure d'amener le SBN à la table des négociations pour partager les recommandations du réseau commun sur le projet de loi. Étant donné que la plupart des questions liées à la sécurité alimentaire touchent le secteur privé, l'OSC-SUN a invité le SBN à s'assurer que les préoccupations de ses membres étaient prises en compte dans la proposition. Ce type de réseau permet de faire pression plus facilement sur les politiques.

4. Quels processus avez-vous adoptés pour vous réunir et concrétiser les occasions communes ?

Les deux : Tout commence par la gouvernance – nous faisons partie des structures de gouvernance du réseau l'un de l'autre pour mieux soutenir et renforcer la collaboration. Par exemple, l'OSC-SUN fait partie du groupe consultatif du SBN et le SBN est membre du conseil d'administration de l'OSC-SUN ; cela permet de s'assurer que la direction stratégique des réseaux obtient l'aval des autres organisations. Nous tenons des réunions officielles deux fois par an, en plus de collaborer de manière plus informelle à un certain nombre de campagnes, et nous tirons chacun profit de la force de l'autre.

5. Outre le logo « Zambia Good Food », pourriez-vous donner quelques exemples de réussite en matière de collaboration ?

Les deux : Les deux réseaux se sont concentrés sur la protection des consommateurs et ont mené des recherches conjointes pour mieux cerner la sensibilité des consommateurs urbains et la demande en matière de nutrition, y compris les facteurs liés aux décisions des consommateurs en matière d'alimentation. Ces recherches ont permis d'élaborer des programmes, notamment des messages visant à promouvoir le logo « Zambia Good Food » associé à la campagne « Healthy Diets ». Le SBN cible différents acteurs des chaînes de valeur alimentaires et des marchés plus informels comme points clés pour la diffusion de messages et la promotion de produits nutritifs, tandis que le l'OSC-SUN travaille avec les communautés locales et les marchés locaux sur

des messages de changement de comportement social visant à accroître la sensibilisation à la nutrition.

6. La société civile et les réseaux d'entreprises doivent-ils s'entraider davantage ? Si oui, comment rendre cette entraide aussi efficace que possible ?

Mathews Mhuru : Les deux réseaux partagent un objectif commun : lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes, et il reste beaucoup à faire pour atteindre cet objectif. Par exemple, l'OSC-SUN a un rôle à jouer pour s'assurer que le secteur privé respecte le code sur la commercialisation des substituts du lait maternel et des aliments de suite. Le ministère de la Santé ne prend actuellement pas de mesures sérieuses contre les contrevenants au code, mais c'est un point sur lequel l'OSC a l'intention de faire pression. Jusqu'à présent, les réseaux n'ont pas travaillé ensemble sur cette question, ce qui est décevant, mais cela fait partie de notre plan de travail pour 2020. Nous voulons également que cela motive les entreprises du secteur privé à rejoindre le SBN pour améliorer la nutrition en Zambie, mais il n'y a actuellement pas d'efforts déployés parmi les membres pour limiter les produits malsains ou pour reformuler les produits afin qu'ils contiennent moins de gras, de sucre et de sel. Les membres proposent généralement un ou deux aliments sains, mais leur objectif devrait être de commencer à produire des aliments plus nutritifs.

Mukela Mufalali : L'un des principaux objectifs du SBN est de créer un environnement favorable à l'amélioration de la nutrition par le secteur privé. Une partie des activités que nous menons avec l'OSC-SUN consiste à renforcer les politiques, par exemple les réglementations sur la fortification des aliments. Nous soutenons également toute information ou outil susceptible d'améliorer la transparence de ces processus. L'apprentissage est un élément important de notre coopération : fournir des conseils et tirer parti de nos connaissances sur les meilleures pratiques en place dans d'autres pays.

7. Avez-vous rencontré des difficultés particulières dans le cadre de votre collaboration ? Si oui, lesquelles ?

Mathews Mhuru : Un défi majeur est la diminution du financement alloué à la nutrition depuis la fin du Fonds commun de SUN, ce qui limite notre travail stratégique avec le SBN et l'engagement des entreprises envers les consommateurs. Un autre défi de moindre importance réside dans le fait que nous ne pouvons pas toujours publier des déclarations communes en raison des restrictions dues à l'hébergement du SBN au sein du système des Nations Unies. C'est dommage, car le gouvernement zambien est très sensible à la couverture médiatique, et le plaidoyer est un outil clé pour l'OSC-SN. Pour donner un exemple récent, une réunion s'est tenue entre le SBN et le gouvernement, où le secteur privé a demandé une réduction des taxes sur les fortifiants importés

et une augmentation de l'achat de produits auprès d'entreprises locales, y compris des aliments complémentaires. L'OSC-SUN a publié une déclaration, mais un message envoyé depuis nos réseaux communs aurait eu plus de force.

Mukela Mufalali : Non pas que nous ne sommes pas confrontés à des défis, mais l'important est de fournir des informations nutritionnelles cohérentes provenant des deux réseaux, car nous visons le même public : consommateurs, transformateurs de produits alimentaires, etc.

8. Avez-vous élaboré une politique en matière de conflits d'intérêts (CI) pour guider cette relation ?

Mathews Mhuru : Les deux réseaux sont guidés par la politique de conflit d'intérêts de la société civile mondiale du Mouvement SUN, mais nous devons encore nous réunir et adapter cette politique au contexte zambien. Nous devons élaborer une politique de CI commune, notamment pour aider le SBN à identifier les personnes du secteur privé avec lesquelles il devrait travailler et rappeler aux membres ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire.

9. Si vous avez donné des conseils à un autre pays du Mouvement SUN, quelles leçons avez-vous tirées de votre collaboration ?

Les deux : Les principes du travail en équipe s'appliquent à la collaboration en réseau, car on obtient généralement de meilleurs résultats lorsqu'on est en mode collaboration. Cette synergie peut également se manifester par une réduction des coûts, une plus grande souplesse d'adaptation aux changements et des capacités accrues. La collaboration au sein de réseaux et d'organisations peut également offrir diverses perspectives de résolution de problèmes et d'innovation. Nous avons pu renforcer nos réseaux mutuels, notamment par un transfert de connaissances. Par ailleurs, notre collaboration a débouché sur diverses interrogations et solutions, où le manque d'une partie est comblé par l'autre.

10. Quelles sont vos ambitions pour une future collaboration ? Quels sont vos objectifs, et comment voulez-vous les atteindre ?

Les deux : Notre objectif est d'amener un renforcement des politiques et des réglementations afin qu'elles aient un impact sur la nutrition et de contribuer à ce qu'elles soient mises en œuvre par toutes les parties prenantes. Nous travaillons ensemble au lancement du logo « Zambia Good Food » et à la mise en œuvre de la campagne « Healthy Diets », et nous cherchons à impliquer davantage de parties prenantes – gouvernement, partenaires des Nations Unies et communauté des bailleurs de fonds et, surtout, nous voulons susciter l'engagement du secteur privé et des consommateurs.

